

BREFCENTRE Synthèses

Bulletin Régional Travail Emploi Formation

Mai 2014

Un marché du travail toujours tendu

En 2013, en région Centre, la demande d'emploi croît à un rythme moindre que l'année précédente, toutefois plus soutenu qu'en France métropolitaine. Les seniors et les demandeurs d'emploi de longue durée sont encore fortement touchés. Par contre, la progression ralentit pour les jeunes demandeurs, en partie grâce à de nouveaux contrats aidés.

Sur un an, les entrées à Pôle emploi diminuent alors que le nombre de sorties augmente légèrement. Cependant,

les entrées demeurent plus nombreuses que les sorties. Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi chutent, notamment celles de courte durée.

Le nombre de déclarations préalables à l'embauche (hors intérim et agriculture) s'accroît. En revanche, le recours à l'intérim baisse mais à un rythme moins élevé qu'en 2012. Le volume du travail temporaire décroît dans l'industrie, secteur concentrant près de la moitié des emplois intérimaires en équivalent temps plein.

→ Le marché du travail en région Centre en 2013

Fin 2013, la région Centre totalise 193 000 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C à Pôle emploi, en données brutes, dont 126 000 n'ayant exercé aucune activité au cours du dernier mois (catégorie A). La hausse des demandeurs d'emploi décélère en 2013 (+ 6,4 % contre + 10,1 % en 2012). En France métropolitaine, leur nombre progresse de +6,1 % en un an. Pour ceux de catégorie A, l'augmentation régionale s'élève à +6,5 %, supérieure de près d'un point à celle de la métropole.

L'accroissement des demandeurs d'emploi de catégories A, B et

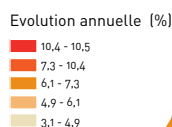
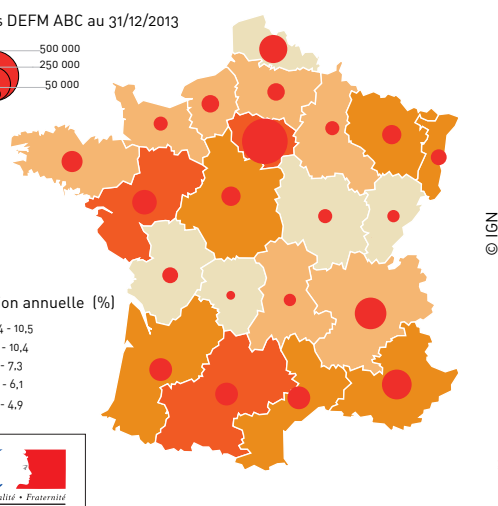
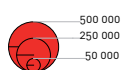
C s'observe dans tous les départements de la région. Il varie de +4,1 % en Eure-et-Loir à +7,9 % dans l'Indre-et-Loire. Le Loiret et l'Indre-et-Loire enregistrent une hausse supérieure à la moyenne régionale.

Dans toutes les zones d'emploi la demande augmente, toutefois la situation est contrastée. Les territoires les moins marqués se situent au Nord-ouest de la région alors que les zones d'emploi du Sud et de l'Est (à l'exception de Cosne-Clamecy), sont les plus touchés.

Evolution annuelle des DEFM (cat ABC) entre fin 2012 et fin 2013

Hausse de la demande d'emploi supérieure en région Centre à la France métropolitaine

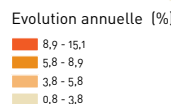
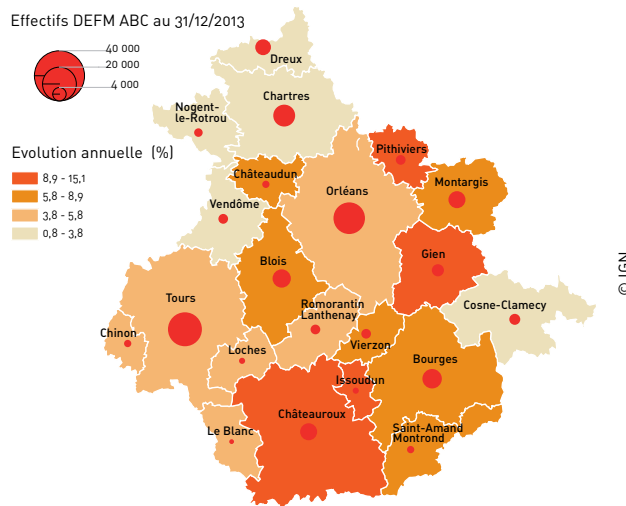
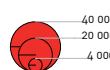
Effectifs DEFM ABC au 31/12/2013



Source : STMT - Pôle emploi - Dares (données brutes)

Une moindre progression des demandeurs dans les zones d'emploi du Nord-ouest

Effectifs DEFM ABC au 31/12/2013



Source : STMT - Pôle emploi - Dares (données brutes)

En région Centre, 11 600 demandeurs d'emploi (cat ABC) supplémentaires en un an

Demandeurs d'emploi en fin de mois (données brutes)	Au 31/12/2013		Au 31/12/2012		Evolution en un an en %	
	Catégories A, B et C	Catégorie A	Catégories A, B et C	Catégorie A	Catégories A, B et C	Catégorie A
Cher	22 656	15 837	21 632	15 107	4,7	4,8
Eure-et-Loir	32 150	21 464	30 871	20 504	4,1	4,7
Indre	15 733	10 215	14 840	9 524	6,0	7,3
Indre-et-Loire	44 697	28 608	41 427	26 620	7,9	7,5
Loir-et-Cher	24 184	15 516	22 747	14 624	6,3	6,1
Loiret	53 527	34 238	49 802	31 844	7,5	7,5
Centre	192 947	125 878	181 319	118 223	6,4	6,5
France métro (en milliers)	4 974,4	3 372,0	4 689,8	3 193,3	6,1	5,6

Source : STMT - Pôle emploi, Dares

Les seniors et les demandeurs d'emploi de longue durée les plus touchés

Parmi les demandeurs d'emploi, les seniors demeurent le public le plus touché avec une hausse de +11,6 %, hausse toutefois inférieure à celle de l'année précédente (+15,2 %). Depuis 2009, cette catégorie ne cesse de croître, en partie à cause de la restriction progressive de l'accès à la dispense de recherche (mesure supprimée au 1^{er} janvier 2012) et au resserrement des conditions d'accès à un départ anticipé à la retraite. Six seniors demandeurs d'emploi sur dix sont désormais inscrits depuis un an et plus.

Le nombre de jeunes de moins de 25 ans progresse mais à un rythme nettement moindre que celui de l'année précédente, + 2,4 % après + 11,1 %, mais plus élevé qu'au niveau métropolitain (+ 1,2 %).

L'effectif régional de ceux ayant un niveau de formation inférieur ou égal au CAP-BEP diminue de -1,9 % en 2013 contre une hausse de +7,9 % pour ceux ayant un niveau supérieur ou égal au baccalauréat. En novembre 2012 ont été mis en place les emplois d'avenir, en faveur des jeunes sans emploi, peu ou pas qualifiés, puis en mars 2013 le contrat de génération, aidant à l'embauche d'un salarié de moins de 26 ans tout en conservant un salarié de 57 ans et plus.

La tendance se poursuit pour les demandeurs d'emploi de catégories A, B et C inscrits depuis un an ou plus, avec une hausse similaire à celle de l'année précédente, plus élevée qu'au niveau métropolitain.

Ainsi, en région Centre fin 2013, ce public représente 41,9 % de la demande d'emploi, soit 3,6 points de plus qu'en 2012. La durée moyenne d'inscription des demandeurs s'est accrue, passant de 14,4 à 15,7 mois en un an. Cette durée est plus élevée pour les seniors, plus de deux ans contre près de 7 mois pour les jeunes.

Comme l'année précédente, l'augmentation du volume des demandeurs d'emploi est plus importante pour les hommes que pour les femmes, situation similaire en métropole.

Les demandeurs inscrits depuis un an et plus et les seniors encore fortement impactés

Demandeurs d'emploi en fin de mois par public en région Centre (données brutes) - Catégories A, B et C	Au 31/12/2013	Au 31/12/2012	Evolution en un an en %
Femmes	98 087	93 192	5,3
Moins de 25 ans (*)	34 735	33 931	2,4
50 ans et plus (*)	42 078	37 699	11,6
Demande d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus)	80 774	69 353	16,5
Ensemble	192 947	181 319	6,4

(*) L'âge est calculé en âge en fin de mois

Source : STMT - Pôle emploi, Dares

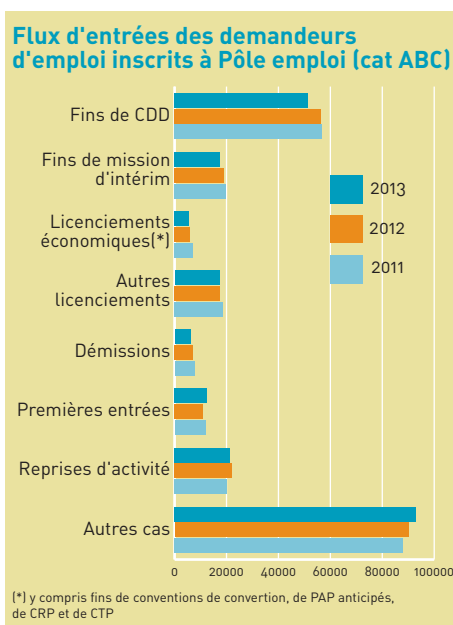
Une baisse des entrées accompagnée d'une légère hausse des sorties

Sur l'ensemble de l'année 2013, en région Centre, le nombre d'entrées à Pôle emploi en catégories A, B et C demeure supérieur à celui des sorties. Pôle emploi comptabilise près de 225 000 inscriptions pour 212 000 sorties (données brutes). En un an, les inscriptions diminuent (-2,0 %) tandis que les sorties augmentent légèrement (+0,7 %).

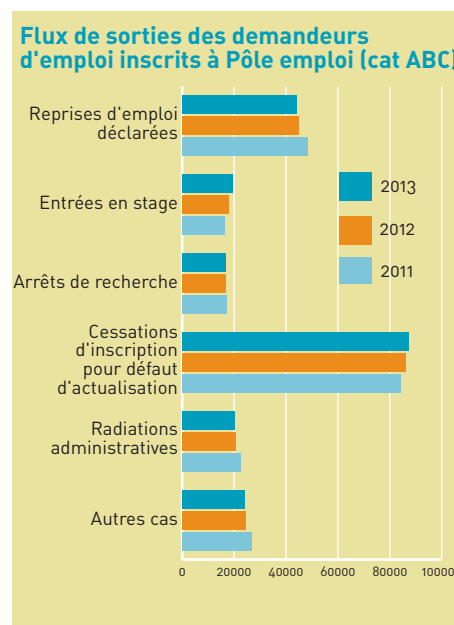
Quel que soit le motif d'inscription, à l'exception des premières entrées et des autres cas, les inscriptions diminuent. Cette baisse s'explique notamment par le repli des fins de contrat à durée déterminée (-8,6 %), motif regroupant près d'un quart des inscriptions. Les licenciements (économiques et autres), et les reprises d'activités reculent de manière similaire (près de -3 %). Les fins de missions d'intérim chutent de -9,4 %. A noter que les ruptures conventionnelles (comptabilisées dans « autres cas »), représentant près de 5 % des entrées, diminuent légèrement sur 2013 (-0,5 %). Pour les motifs de sorties, seules les entrées en stage et les cessations d'inscriptions pour défaut d'actualisation s'accroissent.

Tous les départements enregistrent un nombre d'inscriptions de la demande d'emploi supérieur à celui des sorties. La baisse annuelle des entrées concerne tous les départements à l'exception de l'Indre-et-Loire. En revanche, l'évolution des sorties diverge dans les départements. Les sorties reculent dans le Cher, l'Indre et le Loir-et-Cher tandis que dans l'Eure-et-Loir, l'Indre-et-Loire et le Loiret, elles progressent.

Les flux des entrées et sorties des demandeurs d'emploi



Source : STMT - Pôle emploi, Dares (données brutes)



Source : STMT - Pôle emploi, Dares (données brutes)

Fort repli des offres d'emploi

Avec près de 107 000 offres d'emplois déposées à Pôle emploi, en données brutes, l'année 2013 marque l'un des niveaux les plus faibles depuis dix ans. Amorcé l'an dernier, le recul se confirme en 2013 (- 21,2 %), supérieur à celui de la France métropolitaine (- 11,9 %). Le nombre d'offres d'emplois de courte durée (six mois ou moins) chute de -30,8 % et celui des offres d'emplois durables de -6,0 %. Ce repli annuel concerne toutes les familles de métiers recherchés.

Hausse des déclarations préalables à l'embauche

En 2013, 609 600 déclarations préalables à l'embauche (DPAE hors intérim et agriculture) sont recensées en région Centre, soit une hausse de +2,2 % par rapport à 2012. Cette progression est due aux intentions d'embauche dans le tertiaire (+3,1 %), principal secteur contributeur (91 % des DPAE). En revanche, elles reculent dans l'industrie et le commerce (respectivement de -6,5 % et -5,8 %).

Cinq secteurs d'activité du tertiaire concentrent à eux seuls deux tiers des déclarations d'embauche : « l'hébergement et restauration », « l'action sociale et hébergement médico-social », « le commerce », les « activités de services administratifs et de soutien », les « arts, spectacles et activités récréatives ».

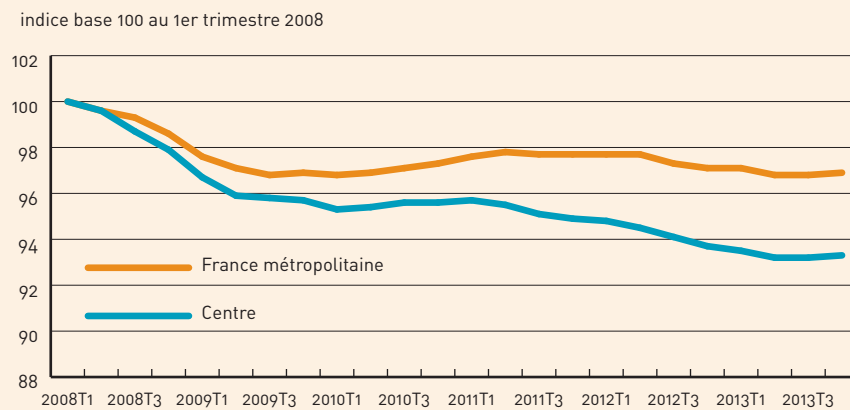
Légère baisse dans l'intérim

En 2013, le nombre d'emplois intérimaires en équivalent temps plein diminue légèrement et moins fortement qu'en France métropolitaine (-0,8 % contre -2,9 %). En région Centre, le recours au travail temporaire représente en moyenne 25 320 emplois ETP en 2013 dont près de la moitié dans l'industrie. Ce secteur enregistre une baisse inférieure à celle de l'année précédente (-3,1 % contre -12,7 % en 2012). En revanche, les deux autres principaux secteurs utilisateurs, la construction et les transports-entreposage, regroupant 30 % du volume de travail temporaire, ont eu plus recours à l'intérim qu'en 2012.

Fin 2013, l'emploi salarié marchand diminue de -0,5 % sur un an dans le Centre

Fin 2013, l'emploi salarié marchand diminue de -0,5 % sur un an dans le Centre contre -0,2 % en France métropolitaine. Toutefois, sur le second semestre, l'emploi marchand se stabilise. Cette baisse annuelle régionale est la conséquence de la perte d'emplois dans la construction (-3,4 %) et l'industrie (-1,3 %). En revanche, il progresse légèrement dans le tertiaire marchand. Tous les départements accusent un recul à l'exception du Loiret qui affiche une stagnation.

Une stabilisation de l'emploi salarié marchand sur le second semestre 2013



Source : Insee, estimation d'emploi.

Champ: emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, hors secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs; Données CVS

SOURCES ET DÉFINITIONS

Définitions des demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du CNIS sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

Concernant les motifs de sorties, l'interprétation est plus difficile. Selon les enquêtes réalisées sur un échantillon représentatif des sortants au niveau national, environ 40 % des personnes sorties pour non actualisation de la situation mensuelle ont en fait repris un emploi.

Avertissement - Depuis le 1^{er} janvier 2013, les radiations administratives prennent effet à la date de leur notification, et non plus à la date du manquement qui les motive. Ce changement de règle a eu un impact à la baisse sur le nombre de radiations administratives et donc le nombre de sorties totales en janvier 2013. A partir du mois de février 2013, le nombre de radiations administratives retrouve, en moyenne, un niveau correspondant à celui qui aurait été observé si les règles n'avaient pas été modifiées.

Offres collectées à Pôle emploi

Les évolutions des offres recueillies dans les différents secteurs d'activité économique sont tributaires de la façon dont se décline la part de marché de Pôle emploi. Elles ne reflètent donc pas toujours celles du marché dans son ensemble.

Méthodologie - Site internet de la Dares, Statistiques sur les demandeurs d'emploi inscrits et les offres collectées par Pôle emploi - Documentation méthodologique

Dispositif de recherche d'emploi : A compter du 1^{er} janvier 2012, les articles L. 5421-3 alinéa 2 et L.5411-8 relatifs à la dispense de recherche d'emploi sont supprimés. Ce dispositif continue de s'appliquer aux bénéficiaires en cours, mais plus aucune entrée n'est possible.

DPAE (Déclarations préalable à l'embauche) : L'Urssaf recense les intentions d'embauche de tout salarié au sens du droit du travail, quelles que soient la nature et la durée du contrat. Sont exclus les particuliers employeurs à domicile, les stagiaires avec convention de stage, les vendeurs à domicile, les salariés dont l'embauche est réalisée à l'étranger. Le champ exclut également les déclarations adressées à la Mutualité Sociale Agricole par les entreprises relevant de ce régime.

Intérim : Pôle emploi recense les missions d'intérim déclarées par les agences de travail temporaire. A partir de cette information mensuelle, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Les statistiques relatives au mois m sont fondées sur les relevés des missions adressées à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire avant la fin du mois m+2.

Emplois équivalent temps plein : volume total de travail effectué par les intérimaires rapportés au volume total de travail effectué par une personne travaillant à temps plein.